



INSTITUT  
DIDEROT

Les Carnets des Dialogues du Matin

---

**SE ALEXANDRE ORLOV**

Ambassadeur de la Fédération de Russie en France

# L'avenir des relations franco-russes

---

Les Carnets des Dialogues du Matin

---

**SE ALEXANDRE ORLOV**

Ambassadeur de la Fédération de Russie en France

# L'avenir des relations franco-russes

---

AUTOMNE 2015

---

# Sommaire

Avant-Propos p. 5  
Dominique Lecourt

L'avenir des relations  
franco-russes p. 7  
Alexandre Orlov

Débat p. 30

Les publications  
de l'Institut Diderot p. 43

---

# Avant-Propos

C'est une assemblée d'esprits libres qui a le plaisir de vous accueillir ce matin. Votre venue honore le nom de Diderot que nous avons choisi pour emblème de nos activités. Diderot, le philosophe qui, au temps des Lumières, a, plus que tout autre, œuvré au rapprochement de nos deux pays. C'est lui qui nous a montré le prix qu'il faut accorder à la connaissance mutuelle de nos deux peuples et de leurs cultures.

Aujourd'hui, ne nous le cachons pas, nous sommes nombreux à être inquiets. À entendre certains responsables politiques et à lire la presse française, le souci de cette connaissance mutuelle semble s'être perdu. Dans leurs analyses géopolitiques, bien des commentateurs donnent l'étrange sentiment de n'avoir pas remarqué la disparition de l'URSS ! On en viendrait presque à oublier que le peuple russe est un « grand peuple européen ». J'ai été peiné, comme notre secrétaire général qui a fait le déplacement, de voir notre pays si peu représenté lors des célébrations des 70 ans de la victoire sur le nazisme, le 9 mai dernier, à Moscou.

Comme vous le savez, il y a un peu plus d'un an, l'Institut Diderot avait mis à l'ordre du jour de ses réflexions l'ensemble des aspects de la « crise ukrainienne »,

---

sans parti-pris. Au risque de nous le voir reprocher, nous soulignons la complémentarité entre Russie et Europe occidentale en matière économique. Le tour aigu qu'a pris ces derniers mois le conflit syrien nous invite à renouer avec l'espoir que la Russie soit « l'alliée naturelle » de la France dans une confrontation où nous avons les mêmes ennemis.

Le peuple russe reconstitue son histoire. Cette histoire dont je regrettais dans l'un de mes premiers livres, il y a quarante ans, qu'elle lui fût devenue inaccessible. La Russie est visiblement décidée à s'opposer par tous les moyens aux barbares qui assiègent et tentent de détruire notre civilisation. Elle mérite notre amitié autant que notre respect.

Dominique Lecourt

Directeur général de l'Institut Diderot

---

# L'avenir des relations franco-russes

---

Diderot appartient à cette pléiade des grands fils de la France dont les noms sont inscrits en lettres d'or dans l'histoire des relations entre nos pays. S'exprimer devant l'Institut qui porte son nom est un grand honneur, mais aussi une lourde responsabilité, surtout sur le sujet aussi important que les relations franco-russes. De Diderot, je voudrais surtout retenir ici l'esprit. Diderot était un homme courageux, capable de renverser les autorités et les stéréotypes au nom de la vérité. Il n'hésitait pas à appeler un chat un chat. Je crois que c'est ainsi qu'il faut parler des relations franco-russes. Sinon nous ne saurons jamais surmonter les difficultés actuelles. Les liens entre les peuples russe et français remontent à des siècles anciens. Ces liens ont connu des périodes d'épanouissement et de vraie amitié, mais aussi des périodes de rudes épreuves – nous en traversons une aujourd'hui, dont il faut parler avec franchise, au risque de déplaire.

---

## I. DES RELATIONS DÉGRADÉES

Avec les États-Unis et l'Union européenne, la France a voté des sanctions contre la Fédération de Russie, ce qui porte atteinte à notre coopération, dans tous les domaines. Des hommes politiques et des hommes d'affaires russes, dont plusieurs jouaient un rôle central dans nos relations bilatérales, sont désormais sur la liste noire et interdits d'entrée dans l'Union européenne. Parmi eux, le président du Conseil de la Fédération, Mme Valentina Matvienko, le président de la Douma d'État et officier de la Légion d'honneur M. Sergueï Narychkine, le secrétaire du Conseil de Sécurité de la Fédération de Russie M. Nikolai Patrouchev, le président du groupe parlementaire d'amitié avec la France et chevalier de la Légion d'honneur M. Leonid Sloutski, et plusieurs autres.

À l'initiative de la partie française, les mécanismes du dialogue bilatéral ne fonctionnent plus. Le Séminaire intergouvernemental au niveau des chefs de gouvernement ne s'est pas réuni depuis deux ans, la Commission interparlementaire au niveau des Présidents des chambres basses depuis trois ans. Le Conseil de coopération sur les questions de sécurité (CCQS), qui rassemble les Ministres des Affaires étrangères et les Ministres de la Défense, est suspendu, ainsi que les consultations entre le Conseil de Sécurité de la Fédération de Russie et le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

---

Les échanges bilatéraux ont baissé en 2014 de 17,6 %, et se sont véritablement effondrés les cinq premiers mois de cette année – ils ont diminué de 44 %. Suite aux contre-sanctions russes, les produits agroalimentaires français n'ont plus accès au marché russe, ce qui a conditionné en partie la crise de la filière porcine française. Le flux touristique en provenance de Russie a baissé de 50 %. Au total, les sanctions de l'Union européenne contre la Russie peuvent coûter à la France 0,5 % de son PIB et quelque 165 000 emplois, sans compter les opportunités ratées.

Les hommes d'affaires, les parlementaires et les élus locaux français sont soumis à une pression politique visant à les empêcher de développer des liens avec des partenaires russes. Les hommes politiques et les experts qui osent s'exprimer en faveur du partenariat franco-russe se font traîner dans la boue par les médias et traiter de « cinquième colonne de Poutine ».

On livre à la Russie une vraie guerre de l'information et, tous les jours, les médias français déversent de nouvelles saletés sur mon pays. On assiste depuis plusieurs années à une vraie campagne d'incitation à la haine contre la Russie, ce que la loi française a priori réprime.



---

## II. COMMENT COMPRENDRE LES TENSIONS ACTUELLES ?

En regardant tout cela, une question légitime se pose : au nom de quoi ?

Pourquoi nos deux pays doivent-ils se détester ? Pourquoi brider le dialogue politique et réduire la coordination sur les problèmes politiques les plus aigus ? Sur quel autel la France et l'UE sacrifient-elles leurs liens économiques avec la Russie ?

Pour saisir toute l'absurdité de cette situation inouïe, voyons les raisons que l'on donne.

La Russie se comporte mal, dit-on. Il faut donc la punir. Étant donné qu'il s'agit d'une puissance nucléaire, personne n'ose lui faire la guerre. Alors les sanctions sont la seule voie qui reste.

Drôle de logique. Doit-on comprendre que s'ils pouvaient attaquer la Russie (comme ils l'ont fait par le passé avec la Serbie ou l'Irak) les leaders occidentaux seraient prêts non seulement à sacrifier les intérêts commerciaux, mais aussi la vie de leurs compatriotes ? Mais quelle faute a donc commise mon pays pour qu'on veuille tant le punir ?

M. Obama et d'autres politiciens occidentaux ont une réponse toute prête à cette question.

---

Selon eux, la Russie constitue une menace pour l'humanité, au même titre que le virus Ebola ou l'État islamique. La Russie ne respecte pas le droit international. Elle a annexé la Crimée. Elle aide les séparatistes en Ukraine. Si l'on n'arrête pas la Russie, elle va s'attaquer à d'autres pays. Il n'y a pas si longtemps, dans une interview à Libération, M. Porochenko a affirmé sans ambiguïté que « Poutine veut toute l'Europe ! ». Comment ne pas croire cet oligarque ukrainien qui possède toujours une grande confiserie en Russie dans la ville de Lipetsk ? J'ai pourtant l'impression que Diderot, lui, ne l'aurait pas cru. Car il ne croyait qu'aux faits, et avait du bon sens.

Je laisse de côté le fait que les premiers à accuser la Russie de violation du droit international sont ceux qui, ces dernières années, n'ont pas arrêté de piétiner ce même droit. Ce sont eux qui ont soutenu les séparatistes kosovars en leur envoyant des porte-avions et en bombardant Belgrade pour arracher à la Serbie un quart de son territoire historique. Ce sont eux qui ont aidé les insurgés libyens et ont transformé cet État en terre de chaos. Ce sont eux qui aident aujourd'hui les insurgés en Syrie. Mais après une année de bombardement et plus de 5 000 frappes américaines, l'État islamique n'a jamais été aussi fort. D'ailleurs, les sanctions contre la Russie constituent elles-mêmes une violation flagrante du droit international. Je pourrais citer bien d'autres exemples de la politique du « deux poids, deux mesures » de nos partenaires occidentaux.

Mais le plus important est ailleurs.

---

Chaque fois que j'entends des accusations à l'égard de mon pays, la même question me revient à l'esprit. Tous ces hommes politiques, diplomates ou journalistes français qui trouvent normal de détruire les relations avec la Russie à coup de sanctions ne voient-ils pas, ne comprennent-ils pas des choses évidentes ? Ne comprennent-ils pas à quel point les mythes d'une supposée « agression russe » contre l'UE et l'OTAN sont absurdes ? De même que les comparaisons de mon pays avec Ebola et Daech ? Ne se souviennent-ils pas que l'Ukraine doit ses frontières actuelles à Lénine, Staline, et Khrouchtchev, qui ont progressivement attaché aux terres ukrainiennes des régions russes entières du Sud-est, allant du Donbass à Odessa ? Ne savent-ils pas qu'à partir de la désagrégation de l'URSS une « ukrainisation » forcée a été opérée en Ukraine ? Une vraie offensive contre la langue et la culture russe a provoqué le mécontentement des régions russophones et a semé les grains de la guerre civile actuelle. À cet égard, je ne peux que conseiller de relire le chapitre intitulé « La tragédie slave » que Soljenitsyne a consacré à l'Ukraine dans *La Russie sous l'avalanche*. N'est-ce pas sous les yeux de ces mêmes gens que les protestations de Maïdan ont tourné en révolte nationaliste et russophobe ? Peut-être n'ont-ils pas vu arriver au pouvoir les nationalistes ukrainiens ? Ceux qui proclament ouvertement comme objectif de faire une nation mono-ethnique et qui vénèrent comme héros nationaux les sbires nazis – Bandera, Choukhevytch et autres bourreaux de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne – responsables du massacre des Polonais en Volhynie en 1942, et de

---

la Shoah en Ukraine ? Ne voient-ils pas que le bataillon ukrainien « Azov » arbore le même écusson que la division SS « Das Reich » tristement célèbre pour le massacre d'Oradour-sur-Glane ? Ne comprennent-ils pas que la guerre civile en Ukraine n'est pas un conflit entre partisans et adversaires de la démocratie, comme les médias occidentaux essaient de la présenter d'une façon caricaturale ? Que c'est un soulèvement populaire contre le nationalisme agressif ukrainien ?

Je crois qu'au fond de leur cœur, ils comprennent tout cela très bien. Le problème n'est pas là.

Je ne peux pas m'affranchir du sentiment que la France joue le jeu d'autrui, selon des règles qu'on lui impose. Un jeu dont elle me paraît être plus victime que complice. Un jeu où elle ne fait que suivre aveuglément les forces qui cherchent à tout prix une confrontation avec la Russie.

Quelles sont donc ces forces ?

Avant tout, les États-Unis. Leur politique est d'arracher la Russie à l'Europe, d'empêcher la formation d'un pôle eurasiatique, qui pourrait mettre en cause leur hégémonie universelle. Ils cherchent à faire de l'Union européenne un satellite docile, effrayé par « la menace russe ». Obligant les pays d'Europe à tourner le dos à leur partenaire naturel à l'Est, les Américains affaiblissent non seulement la Russie, mais aussi l'Union européenne, détruisant son potentiel économique et sa souveraineté

---

politique. Washington, hélas, a toujours besoin de désigner quelqu'un comme ennemi, pour justifier les dépenses militaires croissantes et l'existence même de l'OTAN. Les Américains jouissent également de l'aide serviable de quelques membres de l'UE dans l'Est de l'Europe, qui ont fait de la russophobie un élément de leur identité nationale. Ces États commencent à avoir de plus en plus d'influence sur la politique internationale commune de l'Union européenne. Ils ont su transformer sa politique du « partenariat oriental » en un outil de lutte pour les sphères d'influence dont nous sommes en train de vivre les conséquences en Ukraine.

Après la chute du mur de Berlin, les Russes espéraient sincèrement que l'Europe entre dans une nouvelle époque – sans lignes de partage ni confrontation des blocs. Nous espérions que la lutte pour les sphères d'influence sur notre continent appartienne désormais au passé. Que « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » dont rêvait de Gaulle, et la « Confédération européenne » voulue par François Mitterrand pourraient enfin devenir réalité.

Pendant toutes ces années, la politique extérieure de la Fédération de Russie a suivi une logique d'intégration avec le monde occidental. Toutes nos initiatives ont eu pour objectif le rapprochement avec l'Union européenne. Nous avons pris le cap d'un espace économique et humain commun, d'une sécurité égale et indivisible, d'une lutte commune contre l'islamisme radical et autres menaces universelles.

---

En Europe, et même aux États-Unis, certains hommes politiques lucides et indépendants ont proposé d'en finir avec les vestiges de la guerre froide et ont prôné le rapprochement avec la Russie : François Mitterrand, Jacques Chirac, Gerhard Schröder, Silvio Berlusconi, Nicolas Sarkozy... Nos efforts communs ont donné des résultats – des grands projets économiques et politiques ont vu le jour.

Mais, en même temps, certains, outre-Atlantique et en Europe, voient le monde autrement. Pour eux, le monde doit rester unipolaire. C'est pourquoi ils suivent un autre cap – celui de l'endiguement de la Russie, qu'ils considèrent comme leur rival géopolitique n°1.

Aujourd'hui, c'est la ligne des néoconservateurs qui triomphe, et il en existe plusieurs preuves : l'élargissement méthodique de l'OTAN et l'avancement de son infrastructure militaire vers nos frontières ; la construction aux frontières de la Russie du bouclier antimissile destiné à dévaluer son potentiel nucléaire ; le soutien apporté à tous les mouvements antirusse dans notre voisinage, y compris ceux qui sont ouvertement néonazis ; le soutien de l'islamisme radical dans le Caucase du Nord ; la diabolisation constante de la Russie dans les médias ; les tentatives de torpiller nos liens économiques avec les pays voisins, y compris par le biais du « Partenariat oriental ».

À partir de notre expérience d'aujourd'hui, on voit très bien que nos partenaires occidentaux n'ont pas détruit le mur de Berlin. Ils l'ont juste déplacé à nos frontières.

---

Il faut donc bien comprendre l'essentiel. La crise actuelle des relations entre l'Occident et la Russie n'est pas la « Guerre froide » au sens propre, c'est-à-dire la confrontation de deux systèmes sociaux antagonistes. La Russie moderne n'a aucun antagonisme idéologique ou civilisationnel avec l'Occident. La Russie est une partie importante et inaliénable de la culture et de la civilisation européenne, un État qui a adopté l'économie de marché et les institutions démocratiques. Il s'agit d'une confrontation géopolitique classique, qui nous a été imposée.

La crise ukrainienne n'est pas la cause, mais la conséquence d'une crise profonde qui s'est installée ces dernières années dans les relations entre la Russie et l'Occident. En même temps, elle est devenue un catalyseur puissant de cette dégradation de nos relations. Nous devons bien entendu joindre nos efforts pour parvenir à une désescalade dans le sud-est de l'Ukraine, mais ce n'est qu'un aspect qui ne lèvera pas la confrontation entre la Russie et l'Occident. Elle prendra de nouvelles formes pour continuer à gangrener les relations franco-russes. Seul l'abandon de la politique d'hégémonie et de sphères d'influence peut tourner cette page dans l'histoire de notre continent et ouvrir la voie à une Europe vraiment unie.

La France s'est laissé entraîner dans la confrontation avec la Russie. Je suis certain que le rôle qu'on lui impose aujourd'hui n'est pas le sien.

---

Plusieurs de mes amis français, quand on en parle, invoquent la solidarité européenne ou atlantique. Mais la vraie solidarité ne consiste pas à suivre l'imbécile dans le précipice. La vraie solidarité consiste à arrêter et à faire entendre raison aux partenaires de l'UE et de l'OTAN aveuglés par la haine, avant qu'il ne soit trop tard.

Parlant de l'amitié franco-russe, force est de constater que l'avenir de nos relations dépend du degré d'indépendance que la France pourra se permettre sur la scène internationale.

Les relations particulières avec la Russie – que ce soit l'Empire russe, l'URSS ou la Fédération de Russie – ont toujours constitué un atout de la politique extérieure de la France, qui lui permettait de jouer un rôle majeur dans les affaires du monde. Il faut dire que ces relations profitaient à toute l'Europe. Y renoncer sous la pression étrangère ou au nom d'une prétendue solidarité atlantiste, se fondre dans la politique antirusse commune de l'Union européenne – ce serait saper l'un des piliers du leadership européen de la France, renoncer à sa position d'acteur majeur de la vie internationale.



---

### III. DES LIENS INDESTRUCTIBLES.

Malgré ce contexte défavorable, je reste optimiste pour l'avenir. Et mon optimisme n'a rien d'une « bonne mine » diplomatique, d'une auto-consolation. Il repose sur un fondement solide.

Je vois qu'en France on commence à réévaluer les événements ukrainiens. Les hommes politiques et l'opinion publique commencent à réaliser à quel point il peut être dangereux de suivre aveuglement les États-Unis dans leur confrontation avec la Russie, à quel point les sanctions contre la Russie sont contre-productives.

Je suis confiant dans la sagesse du peuple français, de ses élites politiques, dans la permanence des traditions gaullistes de la politique extérieure de la France. Je vois que la France prend dans la crise ukrainienne une position de plus en plus responsable et indépendante. Le président Hollande a fait preuve de courage politique lorsqu'il a invité le Président Poutine à la célébration des 70 ans du débarquement des alliés en Normandie et a initié le format dit « de Normandie » de négociations sur la situation en Ukraine. C'est dans ce format que nous avons réussi à mettre au point les accords de Minsk, qui offrent une chance réelle d'arrêter la guerre civile en Ukraine.

Et qui, si ce n'est la France avec ses traditions gaullistes pourrait contribuer à sortir les relations entre la Russie et l'Occident de cette « spirale de la bêtise » comme l'a

---

appelée Jean-Pierre Chevènement ?

Ce qui est important, c'est que Moscou et Paris cherchent ensemble, dans l'esprit du partenariat et du respect mutuel, à réduire l'impact des sanctions qui nous ont été imposées sur les relations bilatérales. Qu'en ce moment difficile nos Présidents et nos Ministres des affaires étrangères restent en dialogue régulier et confiant. Que les échanges interparlementaires continuent. À cet égard, je tiens à souligner tout particulièrement la visite à Moscou du Président du Sénat M. Gérard Larcher et le voyage du groupe de parlementaires présidé par M. Thierry Mariani à Moscou et en Crimée en juillet dernier.

Quel était l'objectif de ceux qui ont réclamé l'annulation de la vente des Mistral à la Russie ? Apparemment, autre chose que simplement priver la Russie de ces deux navires, car tout le monde comprend que cela n'aurait eu aucun impact sur l'équilibre militaire ou sur le règlement de la crise ukrainienne. Le but était donc de brouiller la Russie et la France, de semer la discorde, de mettre en question la confiance mutuelle entre nos deux pays, de torpiller la coopération dans les secteurs de pointe.

Mais nous avons déçu nos adversaires. Nous avons réussi à trouver une solution mutuellement acceptable sans porter le litige devant le tribunal. Plus encore, nous nous en sommes sortis avec une confiance renforcée.

---

Je suis donc optimiste pour les relations franco-russes, parce que je sais qu'elles se sont bâties sur un fondement historique solide, qui résistera à toute épreuve, à tout séisme.

Je ne vais pas faire ici un cours d'histoire sur les relations entre nos deux pays, qui remontent à la princesse Anne de Kiev, devenue reine de France en épousant Henri I<sup>er</sup> en 1051. Je me contenterai de rappeler qu'au cours des deux derniers siècles la Russie a sauvé la France au moins trois fois.

En 1814, lorsque Alexandre I<sup>er</sup> s'est opposé à la Prusse et à l'Autriche qui, emportées par l'idée de vengeance, voulaient démembrer la France. Le tsar russe a garanti le maintien des frontières historiques du pays et n'a pas permis le pillage de Paris et de son patrimoine culturel.

En 1914, quand l'offensive russe en Prusse Orientale, menée au prix de lourdes pertes, a empêché la chute de Paris et a rendu possible le miracle de la Marne. Comme écrivait plus tard le maréchal Foch : « Si la France n'a pas été effacée de la carte de l'Europe, c'est avant tout à la Russie que nous le devons... »

Enfin lors de la Deuxième Guerre mondiale. Il faut se rendre aux évidences – sans le courage et l'abnégation du peuple soviétique, il n'y aurait aujourd'hui ni Russie, ni France, ni Union européenne. Il n'y aurait pas eu de débarquement en Normandie. Il n'y aurait que le Troisième Reich. Les Russes ont ainsi apprécié le

---

discours du Président Hollande qui a évoqué lors de la célébration des 70 ans du débarquement en Normandie l'apport décisif du peuple soviétique à la victoire sur les nazis. Peu de leaders occidentaux auraient le courage de faire un tel aveu aujourd'hui.

Notre mémoire historique commune nous est chère. Nous sommes fiers de l'héroïsme des soldats et des officiers du Corps expéditionnaire russe qui se sont battus en France pendant la Première Guerre mondiale, et des pilotes du régiment de chasse « Normandie-Niemen », qui sont venus se battre en Russie.

Je suis optimiste pour l'avenir des relations franco-russes, parce que je sais que leur tissu est formé de milliers de liens humains qui existent entre les Russes et les Français et que personne ne saura déchirer. Ces relations, ces liens entre les gens se sont formés au long de générations, ils découlent des valeurs que nous partageons, de l'interpénétration de nos grandes cultures.

Les Russes ont toujours aimé la France. Les livres d'Alexandre Dumas, de Jules Verne, de Victor Hugo ou d'Antoine de Saint-Exupéry sont pour nous des amis d'enfance... Je sais que la majorité des Français éprouvent aussi une sympathie pour la Russie et apprécient son apport à la culture européenne et mondiale.

Nos liens se sont cimentés par les vagues de l'immi-

---

gration croisées. Au cours des XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles des dizaines de milliers de Français se sont installés en Russie : ingénieurs et militaires, architectes et peintres, enseignants et cuisiniers, nobles fuyant la Révolution. Ces gens et leurs descendants ont largement contribué à l'épanouissement et la grandeur de la Russie – Montferrand, Fabergé, Benois, Brulleau (devenu en russe Brioullov), Pozzo di Borgo... Mais la Russie ne s'est pas fait attendre. À partir du XX<sup>e</sup> siècle la culture française s'est enrichie grâce à l'immigration russe. Pour le prouver, il suffit de citer les noms de Maurice Druon, Joseph Kessel, Henri Troyat, Serge Lifar, entre autres.

Au XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, au moment où s'est formée la langue russe moderne, la noblesse et les intellectuels russes étaient francophones. Le français était leur deuxième langue maternelle. Mais la langue définit aussi la mentalité, elle sert à former l'image du monde. Ainsi, la langue française a pénétré « la chair et le sang » du russe moderne. Je suis certain que c'est à cela que nous devons cette affinité particulière, cette intimité d'esprit, qui n'existe qu'entre nous.

Si nous voulons que les relations franco-russes aient un avenir, il faut faire attention à ce que les écoliers et les étudiants d'aujourd'hui puissent au moins s'initier à la langue et à la civilisation de l'autre. L'apprentissage de la langue russe en France et du français en Russie constitue à cet égard une priorité absolue. Hélas, on ne peut pas dire que la situation soit satisfaisante. Au cours des dernières décennies, le nombre d'élèves

---

français apprenant le russe a baissé de plus de moitié. Ce n'est que par nos efforts communs que nous saurons renverser cette tendance.

J'espère que le Centre spirituel et culturel russe, qui ouvrira ses portes au quai Branly à Paris fin 2016, deviendra un vrai pôle d'attraction pour tous ceux qui aiment la culture russe. Mais ce qui est encore plus important, c'est qu'il disposera d'une école élémentaire franco-russe. La première où certaines matières seront enseignées en russe.

Un autre axe prioritaire est le tourisme. Force est de constater qu'aujourd'hui de nombreux Français ont une vision assez vague, voire défigurée, de la Russie moderne. Cela freine le développement de nos relations et permet aux russophobes de manipuler la conscience publique et de noircir l'image de mon pays. Nous avons proposé d'organiser en 2016 une année croisée du tourisme culturel et du patrimoine, et je me réjouis que nos partenaires français aient soutenu cette initiative.

Lorsque le dialogue politique entre nos États fait défaut, ce sont les sociétés civiles de nos pays qui ont pris le relais. L'Association « Dialogue franco-russe » fait un excellent travail, et les expatriés français en Russie ont monté à leur tour l'Association « Français libres » – les « Français qui parlent aux Français », comme ils précisent eux-mêmes – pour démentir les stéréotypes sur la Russie existants en France. Il faut continuer à soutenir et à renforcer cette base sociale

---

des relations bilatérales pour multiplier les liens entre les communautés d'affaires et les partis politiques des deux pays, promouvoir les échanges des jeunes et la coopération culturelle.

Je suis aussi optimiste pour l'avenir des relations franco-russes puisqu'elles se basent sur des intérêts pragmatiques – la volonté réciproque de développer la coopération économique, commerciale et d'investissement.

Nos économies sont interdépendantes et parfaitement complémentaires. La synergie des ressources et des potentiels humains, scientifiques et technologiques de la Russie et de la France – et dans un sens plus large de l'Union européenne et de l'Union économique Eurasiennne ouvre des perspectives intéressantes pour le développement de nos pays, et nous aiderait à faire face à la concurrence mondiale.

Aujourd'hui, malgré toutes les sanctions, les hommes d'affaires français misent toujours sur la poursuite de la coopération avec la Russie. La preuve : aucune des sociétés françaises ayant investi en Russie ne s'apprête à quitter ce marché. Plus encore, tandis que les échanges commerciaux entre les deux pays ont chuté depuis le début de l'année de moitié, les investissements français en Russie en 2014 ont progressé de plus de 2 milliards d'euros. 470 entreprises françaises travaillent en Russie dans les domaines de l'énergie, de la construction automobile, de la pharmaceutique, de l'agroalimentaire. Les lancements des Soyouz depuis le centre spatial de

---

Kourou en Guyane française, la production des avions Soukhoï SuperJet 100, le partenariat entre Renault-Nissan et AutoVaz, le réseau des hypermarchés Auchan en pleine expansion, les projets d'infrastructure de Vinci, la coopération entre Alstom et TransMashHolding ou entre Total et Novatek – ne sont que quelques exemples des *success stories* de la coopération franco-russe.

Il nous paraît évident que le monopole du dollar dans le système financier mondial constitue désormais une source de risques de plus en plus importants, qui sont de nature non seulement financière, mais aussi politique. L'affaire BNP-Paribas est un exemple par excellence d'où peut mener un tel monopole, qui va de pair avec l'application extra-territoriale de la justice américaine. Les Français le comprennent aussi – ce n'est pas par hasard que la France avait proclamé la réforme du système monétaire mondial comme une des priorités de sa présidence au G-20 en 2011.

Il n'est pas moins évident que les États-Unis abusent de leur leadership dans l'informatique, ce qui engendre aussi des risques pour la sécurité et la souveraineté de nos pays. Je suis persuadé que la Russie et la France pourraient joindre leurs efforts afin de réduire notre dépendance financière et technologique à l'égard des États-Unis. Cela correspond parfaitement aux intérêts à long terme aussi bien de la Russie que de la France internationale.



---

#### **IV. LES RELATIONS FRANCO-RUSSES, FACTEUR DE PAIX ET DE STABILITÉ**

Les relations franco-russes sont plus que de simples relations bilatérales. Elles étaient et restent toujours un élément important de la politique internationale. Le niveau et le dynamisme de notre dialogue politique, le volume de nos échanges économiques et commerciaux, l'intensité de nos liens humanitaires ont un impact direct sur le climat politique en Europe et dans le monde.

Le monde où nous vivons est devenu trop complexe, trop dangereux, pour que la Russie et la France puissent s'offrir le luxe de se disputer, de se faire peur avec des menaces imaginaires, que certains utilisent à des fins géopolitiques. Il y a de vraies menaces et aucune d'elles ne peut être contrée sans un partenariat avec la Russie.

L'islamisme radical, le conflit israélo-arabe, la situation en Syrie, en Libye et en Irak, les migrations clandestines, le trafic de stupéfiants, le nucléaire iranien, la prolifération d'armes nucléaires et d'autres armes d'extermination massive, le réchauffement climatique... Tous ces problèmes ne peuvent être résolus que par nos efforts communs et un vrai partenariat. Le 28 septembre dernier, le Président Poutine, à la tribune de l'Assemblée Générale de l'ONU, a appelé à une vaste coalition internationale contre l'État islamique et les autres groupes terroristes en Syrie, qui pourrait rassembler en son sein toutes les forces capables de faire réellement face aux djihadistes. J'y vois une bonne

---

occasion de renforcer la coopération franco-russe dans la lutte contre le terrorisme international. Et le parallèle fait par Vladimir Poutine avec la coalition anti-hitlérienne n'est pas dû au hasard. Aujourd'hui, comme lors de la Deuxième Guerre mondiale, il faut oublier les rancunes et les litiges qui nous divisent et se rallier contre le Mal absolu qui nous menace tous. L'objectif primordial est de combattre les islamistes radicaux et de sauver l'État syrien. Ce n'est qu'après qu'on pourra s'occuper de la transition politique. C'est de cette façon d'ailleurs que la France a procédé elle-même au Mali en 2013 : elle a riposté à l'offensive djihadiste pour sauver l'État malien, et ensuite a aidé Bamako et les insurgés touaregs à trouver un compromis politique. Nous ne devons pas répéter les erreurs commises en Irak, en Libye, au Yémen – dans tous ces pays, nos partenaires occidentaux prétendaient qu'après la chute du « tyran », la stabilité et la démocratie se mettraient en place comme par magie. Nous voyons les résultats.

Aujourd'hui, à Moscou comme à Paris, on parle d'une nouvelle dynamique des relations bilatérales, qui se traduit par la multiplication de contacts à différents niveaux, par les initiatives venant des deux côtés en faveur d'une coopération économique approfondie et une meilleure coordination politique sur le plan international.

Pour l'instant, cette nouvelle dynamique reste fragile. Notre tâche est de rendre cette tendance à la normalisation des relations franco-russes irréversible. La visite

---

du Président Poutine à Paris et ses entretiens avec le Président Hollande le 2 octobre dernier ont marqué une étape importante sur cette voie.

L'heure est venue de mettre de côté les litiges et les accusations mutuelles et de se consacrer à des choses positives, à la recherche de nouvelles voies de coopération, de nouveaux projets communs. Il est important de formuler ensemble un ordre du jour bilatéral constructif. Et de ne pas oublier la perspective stratégique – la construction d'un espace économique, humain et de sécurité commun de l'Atlantique au Pacifique, où la lutte pour les sphères d'influence entre la Russie et l'UE n'aura plus aucun sens et où les crises comme la crise ukrainienne ne se reproduiront plus.

## **CONCLUSION**

À l'approche des élections présidentielles de 2017, la « question russe » devient en France un enjeu de politique intérieure, un argument dans la lutte politique entre les partis. À cet égard, je tiens à souligner que nous sommes ouverts à un dialogue et à une coopération constructive avec toutes les forces politiques françaises prêtes à travailler avec la Russie. Il est important qu'en France comme en Russie les représentants des courants et des partis politiques les plus variés – de gauche comme de droite – se prononcent aujourd'hui pour l'élargissement de la coopération bilatérale et la

---

sortie d'une confrontation nuisible à nous tous. J'y vois encore une preuve que les relations franco-russes sont au-dessus de toute idéologie et de tous partis, et que le renforcement de l'amitié entre la Russie et la France est perçu comme un objectif qui répond aux intérêts fondamentaux et à long terme de nos pays et nos peuples.



---

## DÉBAT

**Pierre Lellouche** : *J'ai le sentiment d'un immense gâchis concernant les relations entre la Russie et la France. Je partage ce qu'a dit M. l'Ambassadeur au sujet de la destruction de l'image de la Russie en France. Il s'agit d'un « Russian bashing », comme diraient les Américains, quotidien, qui dure depuis des années, et qui rend très difficile pour les responsables politiques français de parler aux dirigeants russes. Discuter avec eux de l'Ukraine ou de la Syrie est considéré comme une trahison, une monstruosité – or aujourd'hui chacun voit bien qu'il n'est pas possible d'aborder ces sujets ou encore la lutte contre Daech, sans en parler avec les Russes. Ceux qui ont osé dire de telles évidences se sont fait crucifier en place publique. Il faut briser cette chape de plomb qui nous empêche d'entretenir avec la Russie des relations constructives, correspondant à l'intérêt national, et qui nous pousse à une politique suiviste, erratique et absurde. Alexandre Orlov a rappelé plusieurs choses fondamentales : il n'y a plus de compétition idéologique entre nous et la Russie ; il existe actuellement une compétition géopolitique stérile, qui n'a pas lieu d'être, car le continent européen a besoin d'être uni face à des menaces réelles : l'islamisme radical, la prolifération nucléaire, le risque de voir cette guerre en Syrie embraser la totalité du Golfe, et de voir l'immigration s'accroître dans des conditions insupportables pour les Européens. La contribution de M. Orlov est pour moi un rappel au bon sens : il*

---

*faut diminuer la tension, cesser de considérer les gens a priori comme des criminels, et revenir à une diplomatie soucieuse de notre indépendance et de notre intérêt national.*

**Eugène Berg :** *Il y a eu un rendez-vous manqué à la fin de l'année 2013, quand Vladimir Poutine a proposé de mettre à l'étude la compatibilité d'une association de l'Ukraine avec l'Union européenne et d'une adhésion de l'Ukraine à la future Union économique eurasiatique. Bruxelles, dans son arrogance, a décliné sèchement cette proposition. Ma question est alors la suivante, puisqu'il faut ouvrir sur l'avenir : au-delà de la querelle idéologique et politique, un dialogue s'est-il amorcé entre l'Union européenne et l'Union eurasiatique, afin non seulement de traiter le problème ukrainien, mais de le dépasser, et d'avancer vers autre chose ?*

**Alexandre Orlov :** Nous n'avons, hélas, pas beaucoup progressé... Comme vous l'avez rappelé, au tout début de la crise ukrainienne, Vladimir Poutine a indiqué qu'avant de signer un accord d'association entre l'Ukraine et l'UE, il fallait bien réfléchir aux effets qu'un tel accord aurait sur l'Ukraine et la Russie, puisque toutes deux sont issues de l'ancienne URSS, et que leur développement économique s'est fait de façon complémentaire. Quand l'Union soviétique a pris fin, toutes les nouvelles républiques ont beaucoup souffert de la destruction des liens naturels qui existaient au temps de l'Union soviétique, et l'économie ukrainienne a été et reste toujours très dépendante de la Russie : tout

---

ce qu'elle produit, elle l'exporte à la Russie, et bien que tout le monde ne parle que de la guerre civile en Ukraine, je pense pour ma part que les choses les plus graves sont encore à venir. Car quand la guerre va se terminer, les gens vont constater que l'État ukrainien est en faillite : il lui faut 10 milliards par an pour survivre, qui va les lui donner ? Avant, c'était la Russie, qui vendait le gaz à des prix très bas, et qui achetait les produits agricoles et manufacturés ukrainiens. Mais maintenant ? Vladimir Poutine a essayé de faire comprendre aux dirigeants de l'UE la complexité des problèmes, qui ne sont pas politiques, mais purement techniques : l'Ukraine en signant un accord d'association avec l'UE va introduire chez elle des normes techniques qui ne seront plus celles de la Russie, et celle-ci n'aura alors plus aucun intérêt à acheter les produits ukrainiens. Le Président Poutine a proposé de mettre en place une période de transition, comme cela a d'ailleurs été le cas pour toutes les nouvelles adhésions. Mais pour l'Ukraine, la réponse a été non. Du jour au lendemain, elle devait devenir un pays associé. C'est à se demander si les responsables ont lu ces accords, ou se sont contentés de faire un geste politique. En ce qui concerne l'Union eurasiatique, il s'agit d'associer les pays qui constituaient auparavant l'URSS, d'abaisser les frontières douanières pour aider les entreprises qui sont situées dans ces pays à coopérer davantage, à se renforcer mutuellement. L'avenir est à l'intégration, à des pays ou à des groupes qui ont une population importante, or la Russie n'a que 144 millions d'habitants, c'est deux fois moins que les Américains, par exemple. Notre marché intérieur n'est pas suffisant,

---

il nous faut nous agrandir, créer de grands espaces qui puissent rivaliser avec la Chine, l'Inde, le Brésil. C'est la même logique que celle qui a présidé à la construction européenne. Et l'UE toute seule reste trop petite face aux géants qui émergent : la voie rationnelle serait de se rapprocher pour constituer un grand espace commun, économique et humain, qui aura du poids dans le monde de demain. Malgré les problèmes actuels, je reste optimiste, sur le long terme, parce que je suis certain qu'il n'y a pas d'autre voie.

**Sophie Fiszman** : *Comment expliquez-vous que le soft power ait permis aux États-Unis de prendre un ascendant aussi important malgré toute l'histoire qui lie nos deux pays, et que vous venez de rappeler ? Qu'envisagez-vous de faire pour essayer de rétablir la balance ? Vous nous avez parlé de l'Année du tourisme et du patrimoine, de la création d'un centre culturel, d'échanges étudiants... Mais les étudiants, par exemple, vont aux États-Unis ou en Chine, quelle attractivité peut avoir la Russie pour les jeunes d'aujourd'hui ou de demain ?*

**Alexandre Orlov** : Ilya Ehrenbourg disait qu'après la Première Guerre mondiale, l'influence américaine s'est beaucoup accrue en Europe, et il l'expliquait par l'appauvrissement de la vie intellectuelle des gens, le fait qu'après la guerre les gens ne voulaient pas penser à des choses sérieuses... je crois que le *soft power* américain est lié à cet appauvrissement intellectuel – je ne vais pas critiquer la culture américaine, mais à mon avis elle est



---

un peu simpliste, facile, une sorte de Mac Donald's de culture, et les gens ne veulent plus faire d'effort... Le *soft power* repose sur des choix de valeurs, et la Russie représente des valeurs traditionnelles, chrétiennes, que nous sommes fiers de représenter, nous sommes très attachés à ces valeurs, à notre foi orthodoxe, à notre culture. Mais chacun choisit ses valeurs, nous n'avons pas pour ambition de concurrencer la culture américaine – en revanche, je regrette que les gens, les Français notamment, ne voyagent pas assez en Russie, ne la connaissent pas du tout, moins même qu'à l'époque de l'Union soviétique, où des associations comme France-URSS permettaient à des milliers et des milliers de Français de visiter la Russie. Or ceux qui visitent la Russie voient bien que ce pays est très éloigné des images qu'en donne la presse – je vous invite à y venir, et à juger par vous-mêmes, je crois que c'est en fin de compte plus important pour nous que de lutter contre des moulins à vent.

**Jean-Gilles Sintès** : *Beaucoup de gens en France s'opposent au « Russian Bashing » dont a parlé M. Lellouche. Il y a M. Lellouche lui-même, M. Sarkozy, qui a fait des déclarations très en faveur de M. Poutine, qui a été très loin en disant que la Crimée a choisi la Russie et qu'on ne peut pas le lui reprocher, ou encore que les intérêts des Américains avec les Russes ne sont pas les intérêts de l'Europe avec la Russie, M. Giscard d'Estaing qui a dit en mai 2015 le problème entre les Européens et les Russes n'existerait pas si Bruxelles était véritablement indépendant. Le général*

---

*Gomart, directeur du renseignement militaire, déclarait à l'Assemblée nationale que lorsque les Américains annoncent que les Russes vont lancer une offensive en Ukraine, nous pouvons vérifier sur le terrain que c'est faux. Malgré tout, ce « bashing » existe. Selon vous, quels en sont les ressorts, quelles forces permettent d'expliquer ce matraquage ?*

**Alexandre Orlov** : J'ai apporté, en prévision d'une question de ce type, une lettre qui m'a beaucoup ému, prise parmi toutes celles que je reçois quotidiennement : « Monsieur l'Ambassadeur, un simple citoyen de n'importe quel pays est probablement assez mal placé pour donner un avis sur les problèmes géopolitiques de notre continent. Je suis un simple petit français de 70 ans. À cet égard, ma démarche vous paraîtra peut-être un peu osée, voire ridicule, mais en ce moment où le continent européen perd son identité, et au moins à l'Est, se laisse envahir par des immigrés qui arrivent dans la Communauté européenne à imposer leur mode de vie à cette vieille, noble et grandiose Europe, j'ai envie de vous assurer de l'admiration que je porte à votre Président. Je crois qu'il ne reste qu'un seul homme pour sauver l'Europe, le Président Poutine. Nous sommes nombreux à souhaiter vivre dans un État sûr, qui défend ses valeurs, ses cultures et ses frontières. Il serait temps de faire la grande Europe que certains dans l'histoire ont tentée, sans doute maladroitement et sans succès. Le plus grand pays d'Europe étant la Russie, le plus grand homme d'État d'Europe étant Poutine, lui reviendrait naturellement d'être à l'origine d'une

---

véritable entité européenne, qui ne ressemblerait surtout pas à cette ridicule communauté européenne seulement capable de niveler par le bas. Je ne suis rien, je ne représente rien, ni personne, mais j'avais envie de vous dire ce que je pense, et que nous sommes nombreux à penser, même si je vous ai fait perdre un peu de votre précieux temps. » Ce type de lettres me fait relativiser le « Poutine *bashing* »... Il y a la presse française, il y a le peuple français, et ce sont deux réalités complètement différentes. La presse parisienne a sa propre histoire, gauchiste, bobo parisien, etc., vous connaissez cela, je ne vais pas entrer dans les détails. Et puis il y a le peuple. Je voyage beaucoup, je rencontre des Français, jamais je n'ai eu de paroles désagréables, jamais. Le problème, c'est la pensée unique, le politiquement correct. Tout cela me rappelle l'Union soviétique des années 70, il n'y a que le nom des journaux qui est différent... Les gens raisonnables ont peur de dire des choses positives sur la Russie, car cela sera mal vu, et cette pensée unique tue la société française. En France comme en Russie, il faudrait plus enseigner l'histoire, faire un effort pour former des citoyens au lieu de simples consommateurs – mais c'est plus compliqué.

**Jean-Pierre Fourcade** : *J'ai été un peu choqué par un certain nombre de vos propos, mais passons... Vous êtes sorti du langage diplomatique, ce n'est pas plus mal. Ma question est économique : si vous arriviez à faire lever les sanctions qui frappent aujourd'hui la Russie, quel serait votre développement économique, puisqu'en ce moment votre PIB chute, et comment pourraient se*

---

*développer les échanges entre la France et la Russie ?*

**Alexandre Orlov** : La Russie, à vrai dire, ne souffre pas beaucoup des sanctions, mais beaucoup plus de la chute des prix du pétrole. De plus, les sanctions peuvent en fin de compte avoir un effet positif pour l'économie russe. Elles nous montrent que nous ne pouvons, hélas, pas faire trop confiance à nos partenaires occidentaux, et que nous ne devons pas être dépendants d'eux, comme c'est actuellement le cas. La Russie, par exemple, a les plus vastes terres agricoles du monde, mais nous avons pris l'habitude d'acheter nos produits alimentaires à l'étranger au lieu de les cultiver chez nous, ce que nous allons faire maintenant, en investissant dans l'agriculture. Une autre conséquence positive des sanctions est que celles-ci vont nous forcer à diversifier notre économie. Nous sommes trop dépendants de l'exportation d'hydrocarbures, et maintenant que la cloche a sonné, nous allons augmenter nos investissements dans le développement de l'industrie. Je pense donc que les sanctions auront plutôt un effet bénéfique. Le vrai problème est la chute du prix du pétrole, mais selon beaucoup d'experts avec qui j'ai pu discuter, le prix du pétrole ne pourra pas rester trop longtemps aussi bas.

**Philippe Jurgensen** : *Indépendamment de ces effets indirects et favorables des sanctions sur le développement de l'industrie autre que pétrolière en Russie, ne faudrait-il pas développer une stratégie nationale plus ambitieuse, pour encourager l'innovation et la créativité – des efforts ont été faits dans ce domaine il y a une*

---

*vingtaine d'années, on a l'impression qu'ils ont été un peu abandonnés, vont-ils reprendre ?*

**Alexandre Orlov** : Nous avons bien sûr une vision stratégique, avec des plans de développement qui vont jusqu'aux années 2030. Si en France les Présidents pensent en quinquennats, nous essayons de voir vingt ans en avant, d'avoir une vision historique, ou, du moins, une volonté historique. Nous avons deux fonds souverains qui investissent dans les secteurs de l'économie et des technologies nouvelles que nous jugeons prioritaires. Dans le domaine des hautes technologies, la Russie est un pays très performant, il suffit de donner l'exemple d'Airbus, qui dispose, à Moscou, d'un bureau d'études où travaillent 230 ingénieurs russes, ou encore celui de l'armement. La Russie est donc très avancée sur les plans technologiques et scientifiques, et nous investissons dans les secteurs d'innovation.

**Oscar Lausraum** : *La France a joué un rôle très important dans l'opération de Libye, qui a été désastreuse, comme vous l'avez dit, et pas non plus très légale relativement à la résolution des Nations Unies. Il est important de reconnaître ses erreurs si on ne veut pas les reproduire à l'avenir. Pouvez-vous nous dire s'il y a eu un mea culpa de la part de certains des responsables de cette erreur ?*

**Alexandre Orlov** : Vous voulez dire un *mea culpa* de la part d'hommes politiques français ?... À ma connaissance, non. Ils sont toujours fiers de ce qu'ils ont

---

fait, ils n'ont apparemment rien appris. En revanche, une chose que je voudrais souligner, c'est l'importance de l'histoire, et de la capacité à en tirer des leçons, bonnes ou mauvaises. Les soi-disant révolutions arabes ont finalement été un grand gâchis ; la seule vraie révolution arabe, à mon sens, a été la révolution tunisienne, pour le reste ça n'avait rien à voir avec des révolutions, et je veux être optimiste et croire que les hommes politiques qui nous gouvernent tireront des leçons des erreurs qu'ils ont faites par le passé – nous sommes là pour les aider à tirer ces leçons en ce qui concerne la Syrie.

**Bernard Miyet :** *Vous avez évoqué la nécessité d'avoir un espace humain, économique, stratégique, commun, de l'Atlantique jusqu'au Pacifique. Au sein de quelle organisation cela pourrait-il se faire ? L'OSCE, sous quelle forme ? Quel type de coopération, quelles ententes ?... Comment restaurer un dialogue entre des pays qui avaient essayé à l'époque de la CSCE de dépasser les clivages idéologiques pour créer un espace commun ?*

**Alexandre Orlov :** Les années qui ont suivi la chute du Mur ont été des années manquées pour les relations entre l'Europe et la Russie. La Russie a sincèrement cru que nous allions maintenant faire partie de la même famille, et que nous serions accueillis les bras ouverts. Nous avons été un peu naïfs, nous avons constaté que ce n'était pas du tout le cas. En ce qui concerne la coopération, il n'est pas nécessaire de créer de nouvelles organisations, tout existe déjà, il y en a même une de

---

trop, l'OTAN... L'OSCE, en revanche, correspond tout à fait à ce qu'il nous faut pour réunir l'Europe, pour construire une grande Europe. Mais en vérité tout se passe d'abord dans notre tête. Je crois que malgré les changements qui sont intervenus, pour beaucoup le mur de Berlin existe toujours, il y a toujours une grande méfiance vis-à-vis de la Russie. Les gens en Europe de l'Ouest doivent comprendre que la Russie est leur alliée, pas leur ennemie, la Russie n'a aucun intérêt à faire la guerre contre l'Europe, ce serait du suicide. La Russie est vraiment l'alliée et le prolongement naturel de l'Europe, en matière culturelle, historique, économique et politique. Il faudrait que quelque chose se passe dans les têtes, mais hélas, aujourd'hui, il y a une telle manipulation, une telle campagne de haine contre la Russie dans les médias, qu'il est difficile de croire qu'un tel déclic va arriver prochainement, même s'il faut travailler dans ce sens – travailler à faire comprendre à tous les Français que la Russie est leur alliée, leur amie.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur  
[www.institutdiderot.fr](http://www.institutdiderot.fr)







---

## LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT DIDEROT

### Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterand

- 
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
  - L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
  - L'avenir du climat - Jean Jouzel
  - L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
  - L'avenir de la politique - Alain Juppé
  - L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier et Dominique Leglu
  - L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitral
  - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
  - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser

## Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualezzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy

## Les Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux Etats-Unis :  
quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even

## Les Entretiens de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique

# L'avenir des relations franco-russes

Ambassadeur de la Fédération de Russie en France depuis 2008, Alexandre Orlov ne mâche pas ses mots en analysant l'actuelle crise de confiance entre la France et la Russie.

Aucun des deux pays n'y a véritablement intérêt, ni économiquement, ni diplomatiquement, comme on l'a vu lors de la crise ukrainienne, et syrienne aujourd'hui. Dans leurs analyses géopolitiques, bien des commentateurs semblent n'avoir pas remarqué la disparition de l'URSS !

On en viendrait presque à oublier que le peuple russe est un « grand peuple européen ». L'aurait-on perdu de vue depuis la chute du communisme ? Un sentiment d'immense gâchis s'installe. Constatant que les occidentaux ont déplacé le mur de Berlin aux frontières russes, Alexandre Orlov appelle l'Europe à se ressaisir. N'oublions pas que le général de Gaulle n'a jamais cessé de nommer Russie le pays qui se présentait comme l'Union soviétique.

Le tour aigu qu'a pris le conflit syrien nous invite à renouer avec l'espoir que la Russie soit « l'alliée naturelle » de la France dans une confrontation où nous avons les mêmes ennemis.

**Dominique Lecourt**

Directeur général de l'Institut Diderot



Alexandre ORLOV

“ Directeur du département européen du ministère des Affaires étrangères de Russie (1998-2001), représentant permanent de la Fédération de Russie auprès du Conseil de l'Europe (2001-2007), Alexandre Orlov est Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie en France.

La présente publication ne peut être vendue

